

Changer l'Europe, maintenant !

avec les socialistes

Ripostes



Citoyens **d'abord** : Un nouveau
sens **pour l'Europe**



I. Questions / réponses

1- Vous prétendez que le vote PSE est le seul vote utile à gauche, car ce vote peut changer la majorité au Parlement de Strasbourg. Or, la plupart des partis socialistes sont au plus mal, si l'on en juge par leurs résultats électoraux et les sondages. Leur chance de gagner la majorité, le 7 juin prochain, sont égales à zéro. Ne prenez-vous pas vos désirs pour la réalité et les électeurs pour des imbéciles ?

C'est une drôle d'idée de préjuger le résultat d'une élection avant le vote. C'est ne pas tenir compte de la réalité et de la profondeur de la crise et du mécontentement social qu'elle provoque alors que les propositions socialistes sont les plus à même d'y répondre (cf. les plans de relance). C'est taire aussi que le Parti Populaire Européen, le parti des conservateurs européens, va implorer, les conservateurs britanniques, tchèques et, sans doute, polonais, veulent le quitter car ils défendent des positions hostiles à une Europe politique. La future majorité n'est donc pas assurée. Seule la force du Parti socialiste européen peut assurer la possibilité d'une majorité progressiste, qui pourra se constituer aussi par des alliances avec des partis voulant aussi une nouvelle orientation pour l'Europe (les Verts, les communistes).

2- Vous dites que les socialistes européens se sont mis d'accord sur un programme : Le Manifesto. Mais si on regarde leurs votes, ils apparaissent comme profondément divisés : les Scandinaves sont pour la privatisation des services publics, les Français y sont opposés. Les Britanniques sont pour l'extension hebdomadaire de la durée du travail à 65 heures, la majorité du PSE y est opposée. Les Français sont pour augmenter le budget de l'Union à 2 % du PNB, voire à 2,5 %, la majorité du PSE y est opposée. Le Manifesto cache ses divisions sous des formulations vagues...

Le Manifeste du Parti socialiste européen est le programme le plus précis qui a jamais lié les vingt-sept partis socialistes. Il traduit une volonté d'un changement d'orientation politique de l'Europe. C'est une base commune pour l'Europe. Elle laisse des spécificités nationales. Ainsi les services publics sont organisés différemment en Suède sous forme d'agences. Mais, en même temps, c'est le pays où la protection sociale est la plus importante. Ce qui compte, c'est que les partis socialistes, qui ont signé le Manifeste, s'engagent à défendre une directive

cadre sur les services publics au niveau européen. Et, cela n'est pas une formule vague... Les socialistes français, qui plus est, défendent des propositions qui complètent et précisent le Manifeste. Plus ils auront d'élus, plus ils pèseront dans le projet parlementaire socialiste européen.

3- Symbole de cette division des socialistes européens, leur incapacité à présenter un candidat commun à la Présidence de la Commission. Les Portugais, les Espagnols, les Britanniques, mais aussi les Allemands, etc. soutiennent Barroso (candidat du PPE !) que les Français récusent, en dénonçant son ultralibéralisme et son atlantisme....

L'actuel Président Barroso a été particulièrement inférieur à sa tâche. Il a conduit l'évolution libérale de l'Europe. Il a été partisan de la guerre en Irak lorsqu'il était Premier ministre conservateur du Portugal. Il doit partir. Or, il est le candidat des droites européennes. Michel Barnier le rappelle dans une interview du 8 avril (*Libération*) : «*Si les candidats du PPE dont l'UMP fait partie, sont en tête le 7 juin, le président de la commission sera issu du PPE. Barroso est un bon président*». Poul Nyrup Rasmussen, le président du Parti socialiste européen, a indiqué nettement que «*Barroso n'est pas le candidat du PSE, ce sont les députés européens et non les gouvernements qui votent*». Si une majorité progressiste se forme, elle aura nécessairement un candidat pris en son sein.

4- De nombreux chefs d'entreprise -notamment dans l'industrie- profitent de la crise pour accélérer les délocalisations vers des pays à bas salaires, dans l'UE et les pays émergents. Que proposez-vous pour protéger sérieusement (et non verbalement) les salariés français contre les délocalisations et l'Union européenne contre la désindustrialisation ?

La crise ralentit le mouvement des délocalisations. Mais au-delà, les socialistes comptent lutter pour avancer vers une harmonisation fiscale entre les pays membres de l'Union Européenne. Vis-à-vis des pays émergents, ils défendent les conditions d'un « juste échange » permettant d'agir en faisant prendre en compte des normes sociales et environnementales dans les échanges. Les socialistes français défendent également en France la constitution d'un pôle financier public pour la ré-industrialisation capable de prendre des participations publiques

dans des entreprises qui ont un véritable projet industriel et connaissant des difficultés temporaires.

2. Nicolas Sarkozy fait « bouger les lignes » ?

Un argument majeur de l'UMP consiste à vanter les « résultats extraordinaires » de Nicolas Sarkozy en Europe et au G20. Il fait « bouger les lignes » dit Michel Barnier.

Il est important de rétablir la vérité. Il y a eu de bonnes initiatives : la plus notable a été d'obtenir de Bush finissant la réunion d'un G20 prenant acte de la réalité du monde, mais au-delà ? Tout est plus contestable.

1- Dans l'Union européenne

L'affirmation de la crise économique a fait oublier que le programme de la présidence française, qui mettait l'accent sur une politique sécuritaire pour l'immigration et la lutte contre le réchauffement climatique, ignorait complètement l'Europe sociale, prenait son parti de l'augmentation de la durée du travail, ne disait rien de la politique industrielle.

Ce qu'il faut surtout souligner, c'est que la conception intergouvernementale de l'Union européenne prônée par Nicolas Sarkozy conduit à un affaiblissement de l'Europe. Pendant sa campagne électorale, il parlait d'un « *directoire* » des grands pays en Europe. Il ne faut alors pas s'étonner que dominant les intérêts et les égoïsmes nationaux. L'intérêt commun des Européens serait que l'UE mette en œuvre un plan de relance important. Au lieu de quoi, nous avons une addition de plans nationaux sous-dimensionnés. L'Union pour la Méditerranée peut être une bonne idée, si elle arrive à intéresser toute l'Europe. Le paquet énergie-climat multiplie les dérogations. L'esprit communautaire est, en fait, sorti affaibli de la présidence française.

2- Au G20

Nicolas Sarkozy a claironné la grande réussite du G20 pour s'en attribuer partiellement le mérite. L'écoute des médias français pouvait le laisser penser, mais pas la lecture de la presse étrangère. L'insistance de

Nicolas Sarkozy sur la « moralisation du capitalisme » peut être une bonne intention -encore que là n'est pas le problème, mais d'imposer des normes sociales et environnementales à l'économie de marché. Cela a surtout permis à Nicolas Sarkozy de prêter la main à Angela Merkel pour freiner tout nouveau plan de relance.

Surtout, quatre grandes questions restent en suspens. Sur la régulation des marchés, rien n'est dit sur la réglementation de la « titrisation », c'est-à-dire la dissémination des risques auprès des épargnants. Surtout, le bilan des banques n'est toujours pas assaini, entretenant a priori l'incertitude sur leur situation. L'invitation faite aux gouvernements à mettre sur pied des plans de relance d'une ampleur de 5000 milliards de dollars n'a pas précisé les modalités de financement. L'absence de l'Europe, avec les limites de la BCE, pèse lourd. La « moralisation du capitalisme » est restée largement des mots.

Le G20 n'a pas pris en compte les problèmes macro-économiques engendrés par la montée des inégalités de revenus. Enfin, la refondation du système monétaire international a été écartée. L'idée de créer une nouvelle monnaie de réserve internationale n'a pas été débattue. L'accroissement des moyens du FMI n'est qu'un premier pas dans cette direction.

Bref, le combat pour une nouvelle organisation de l'économie mondiale est encore à mener.

3. MODEM

Le programme du MODEM tient en douze engagements qui ont été présentés par François Bayrou lors de sa Convention du 29 mars (<http://europe.lesdemocrates.fr/notreengagement>). Son examen appelle trois remarques :

1- Il est extrêmement général et repose sur des intentions un peu vagues : « l'Europe, c'est un projet de société, des valeurs humanistes » ; « L'Europe, zone de sécurité » ; « l'immigration est la partie visible du plus grand drame de l'humanité » ; etc.

2- Les moyens pour répondre à ses engagements sont souvent flous, ou reprennent des éléments de notre programme depuis au moins 2004 (« une harmonisation fiscale », « un accroissement du budget européen », la lutte contre les paradis fiscaux, etc...) ou ne sont guère crédibles et touchent à la démagogie (« les produits qui entrent en Europe doivent être soumis aux mêmes règles que ceux que nous fabriquons

chez nous » : introduire des normes sociales et environnementales est nécessaire, mais demander une égalisation des conditions de production ne peut se faire sous peine de tuer les échanges avec les pays en développement, etc.).

Il faut faire face à ces vœux généreux et en même temps placer le MODEM devant ses contradictions. « Centriste révolutionnaire » en France, il siège en Europe au sein du groupe des Libéraux européen (ALDE) dans lequel on retrouve les ultra-libéraux européens. Surtout, les votes des députés du MODEM démentent ses engagements actuels. Dans la précédente législature européenne, ils ont voté contre des propositions et des amendements socialistes qui voulaient limiter la concurrence fiscale déloyale, intégrer un objectif de croissance dans le pacte de stabilité, instaurer un salaire minimum en Europe. Ils ont soutenu des propositions et des amendements visant à réduire les charges sur les salaires, participant ainsi à un nivellement des droits sociaux vers le bas, empêchant le financement du service universel en matière de services postaux, n'acceptant pas de fixer des limites pour que les salariés ne soient pas contraints de travailler au-delà de l'âge légal de la retraite.

Le MODEM a ainsi cautionné dans les actes la dérive libérale qu'il dénonce aujourd'hui. Le MODEM n'indique à aucun moment qu'il quittera ce groupe des libéraux qui mène campagne dans les autres pays sur un tout autre programme que celui qu'il défend en France. La campagne du MODEM, c'est la stratégie du « coucou » qui fait son nid avec des idées socialistes sans les mettre en œuvre quand il le peut.

4. Le Programme du NPA

Résolution adoptée lors de leur congrès fondateur.

Ce texte, plutôt bref et extrêmement général, ne parle quasiment pas d'Europe et se cantonne à des incantations particulièrement vagues du genre : «*il s'agit d'imposer l'interdiction des licenciements*», «*il faut permettre à chacun d'avoir une alimentation saine tout en préservant la biodiversité*», «*la lutte contre les discriminations doit devenir une priorité*»...

Ni analyse de la construction européenne ni projet pour l'Europe de demain.

Le texte évacue toute analyse de la construction

européenne, se contentant de souligner que l'UE est touchée par la crise économique actuelle.

Au-delà, on peine à distinguer la vision de l'Europe proposée par le NPA, dont le texte s'apparente plus à une déclaration de principes énonçant une série de vœux pieux déconnectés de toute mise en contexte et de toute proposition de réforme concrète à mettre en œuvre dans le cadre de l'UE.

Les quelques lignes consacrées à la construction européenne proprement dite dénoncent tous les traités signés depuis le traité de Rome (1957), en donnant dans la dénonciation outrancière, décrivant par exemple le Parlement européen comme n'ayant « quasiment pas de pouvoir de décision ». Au chapitre des propositions pour une « véritable Europe démocratique », le texte se contente de réclamer une assemblée constituante, et affirme la volonté du NPA d'y porter le projet d'une « Union socialiste des peuples européens ». Quant à savoir en quoi elle consisterait, quelles en seraient les institutions, on reste sur sa faim... Le « plan d'urgence pour l'Europe » n'est pas plus précisément décrit.

Contradiction entre des propositions intégratrices et une rhétorique souverainiste

Sur le fond, affleure une contradiction non résolue: d'une part, le texte dénonce les réponses non coordonnées des États membres à la crise financière et économique et prône, comme les socialistes, un SMIC européen en parité de pouvoir d'achat ainsi qu'une harmonisation sociale et fiscale, signes semblant pencher en faveur d'une intégration européenne accrue. D'autre part il promeut une Europe des peuples impliquant « pour chaque peuple le droit de décider de son destin », semblant ainsi embrasser la rhétorique souverainiste. Nulle part le texte n'explique la nature de l'Europe à construire (le mot Europe fédérale est ainsi totalement absent).

Quand la critique systématique jette le bébé avec l'eau du bain

Le texte dénonce « la libre circulation des marchandises, des biens, des services et des capitaux », ce qui revient à vouloir renoncer au marché commun et à réintroduire des barrières douanières entre les pays de l'Union, alors même que toute politique de juste échange régulant les relations commerciales selon des critères sociaux et environnementaux ne peut s'envisager qu'au niveau de blocs régionaux comme l'UE.

Le texte demande l'abrogation du mandat d'arrêt européen, qualifié « d'instrument de répression politique aux mains des États » (!), alors qu'il constitue pourtant une avancée positive de l'intégration européenne réclamée avec force par les juges spécialisés dans la lutte contre la délinquance financière.

Enfin, le texte affirme la nécessité « d'en finir avec la PAC ». Si celle-ci mérite d'être réorientée pour favoriser une allocation plus juste des aides encourageant une agriculture respectueuse de l'environnement, demander la fin de toute politique publique commune en matière agricole revient à réaliser le rêve des plus libéraux qui prônent le libre jeu du marché dans ce secteur !

Le « y a qu'à faut qu'on » généralisé sans aucun lien avec l'UE

Le texte aligne des pétitions de principe, affirmant ainsi la nécessité de se battre pour « l'abolition de la prostitution » et « une politique de désarmement », dont on voit mal le lien qu'elles ont avec les élections européennes (on s'attend presque à trouver au coin d'une phrase l'instauration du droit au bonheur ou l'abrogation du capitalisme...). Le texte pose des exigences qui ne relèvent pas de la compétence de l'UE, mais de chaque État-membre, comme le « retrait de toutes les troupes européennes » d'Irak et d'Afghanistan.

Une absence totale de propositions concrètes pour faire avancer les choses

Ce qui frappe avant tout dans ce texte, c'est qu'aucune piste n'est avancée pour avancer vers la réalisation concrète de la série de revendications générales énoncées (réduction du temps de travail, augmentation des salaires...), hormis l'affirmation qu'une « Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive des travailleurs ». Cela est d'ailleurs cohérent avec le postulat selon lequel le Parlement européen ne sert à rien, postulat d'autant plus facile à définir que le NPA n'a aucun élu sortant et n'a donc aucunement participé aux batailles menées par les eurodéputés de gauche durant la mandature écoulée sur des questions fondamentales (directive services, directive temps de travail...).

Le choix de l'isolement sectaire sans stratégie européenne

Le texte réaffirme le refus de tout travail en commun avec les partis sociaux-démocrates et leurs alliés, en ne reculant pas devant les attaques injurieuses. Ces partis sont ainsi décrits comme mettant en œuvre les orientations du patronat et le PS dénoncé comme ayant « renoncé à toute transformation sociale ». D'une manière générale, la social-démocratie est plus souvent dénoncée que la droite...

Au-delà, le texte ferme clairement la porte à la proposition d'alliance du PC et du PG, en multipliant les conditions inacceptables pour ces derniers (de la sortie du nucléaire au refus définitif de toute alliance avec le PS, notamment aux prochaines élections régionales). Enfin, l'absence de toute stratégie de dimension européenne est patente : le texte se contente d'indiquer que le NPA proposera « à toutes les forces anticapitalistes en Europe une discussion qui étudie la possibilité d'une apparition commune lors de ces

élections ». À moins de deux mois du scrutin, autant dire que le NPA se lance dans une campagne à la dimension purement nationale, où le scrutin européen sert uniquement de tribune, en l'absence de toute stratégie pour réorienter et faire avancer l'Europe. Le contraste avec le Manifesto, commun à tous les partis socialistes et sociaux-démocrates européens, est frappant.

Un texte très pauvre

On a peine à croire que ce texte puisse constituer un texte programmatique pour les élections européennes, tant il s'apparente davantage à une litanie de crédos non hiérarchisés et dénués de toute perspective de mise en œuvre concrète qu'à un programme d'action pour l'UE en 2009.

5. « Front de Gauche » : Attention à la confusion et à la désunion à Gauche !

Parapluie ou tremplin, dans les deux cas, l'élection européenne n'est qu'un prétexte pour les responsables du « Front de Gauche ».

Sous la bannière « Front de gauche », on trouve des formations politiques aux objectifs hétéroclites :

- le PCF cherche à enrayer son déclin national et à éviter la confrontation directe avec le parti d'O. Besancenot ;
- le Parti de gauche (PG) prépare son OPA sur les communistes ;
- « Gauche unie » regroupe des membres de l'ex-LCR qui récuse la politique de la terre brûlée à gauche du NPA ;
- ici ou là, des adhérents en rupture de banc avec le MRC donnent un sens à leur dissidence.

Si leur discours est unique, leurs intérêts sont contradictoires et leurs arrière-pensées nombreuses. Pour les uns (le PCF de M-G. Buffet), le « Front de gauche » est un pis-aller : il s'agit de ne surtout pas se compter le temps d'un scrutin en 2009, avant de renouer avec la stratégie des listes d'union de la gauche aux régionales de 2010. Pour d'autres (le PG de J-L. Mélenchon), il s'agit du premier étage d'une fusée destinée à mettre sur orbite un candidat au premier tour de la présidentielle de 2012, capable de concurrencer le NPA et de fragiliser le PS. Dans les deux cas, le scrutin du 7 juin est un rendez-vous tactique pour soi, non un rendez-vous politique pour nos concitoyens.

Les propositions du « Front de gauche » ne sont pas en cause : peu nombreuses, elles sont empruntées au programme qui est, de longue date, le nôtre.

Doublement du budget pour l'université et la recherche, réduction des émissions de CO² et développement des énergies renouvelables, clause de l'Européenne la plus favorisée pour l'égalité des femmes, harmonisation fiscale et sociale, salaire minimum européen adapté à chaque réalité nationale, abrogation des directives honteuses sur l'immigration ou le temps de travail, politique étrangère européenne indépendante de l'OTAN – ces options ont été rappelées par la Première secrétaire le 21 mars, lors de la Convention nationale sur l'Europe.

Les leaders du « Front de gauche » affirment que le 7 juin, « il y aura un bulletin de vote pour deux référendum : l'un contre Sarkozy, l'autre contre l'Europe actuelle ». Le problème, c'est que loin de sanctionner ses adversaires désignés, le « Front de gauche » risque de les renforcer :

- En fragmentant l'offre au sein de la gauche démocratique, il prend le risque de mettre l'UMP en tête du scrutin : Sarkozy n'en demandait pas tant ! Le « Front de gauche » ne clarifie pas l'offre politique au sein du camp progressiste, il la complique en la rendant illisible, donc moins crédible.

- En fustigeant le PS et le PSE pour « faire un score » en France, le « Front de gauche » compromet la possibilité d'une majorité alternative à la droite conservatrice au Parlement européen : Barroso n'en demandait pas plus ! L'énergie mise par nos camarades du « Front de gauche » à réveiller les plaies du « oui » et du « non » d'il y a quatre ans sur le Traité constitutionnel n'est pas consacrée à l'essentiel : comment réorienter les politiques européennes aujourd'hui dans l'intérêt du monde du travail (salariés, jeunes, retraités, chômeurs) ? Si les traités suffisaient à donner une âme et une orientation à l'Europe, cela se saurait... L'enjeu consiste à inverser la donne là où les choix se prennent : au Parlement dont les pouvoirs sont désormais étendus comme jamais, au sein et à la tête de la Commission dont les objectifs et les moyens doivent être mis au service des peuples européens, de la croissance, de l'emploi, des solidarités, de l'environnement, de la démocratie. Sans un PSE puissant et un PS fort en son sein, il ne peut y avoir de majorité de gauche et de progrès en Europe.

Aux électeurs tentés par le « Front de gauche », nous le disons avec amitié et gravité : le problème n'est pas de refaire le match institutionnel à gauche, mais de mener la bataille politique contre la droite.

6. Les Verts

Le Manifeste écologique : « Changer d'ère »

Analyse

Le texte est plus une profession de foi philosophique qu'un programme politique, et pourrait servir pour toutes les élections auxquelles des Verts sont candidats, la référence à l'Europe apparaissant à l'extrême fin du texte et la marge d'action des députés européens étant à peine mentionnée. Le document part d'un constat catastrophiste : « Nous n'avons plus le temps. Tous les indicateurs sont au rouge. Notre modèle de développement est pulvérisé... » Un autre modèle est proposé, en termes extrêmement généraux : « régulation des activités tournées vers l'humain et réconciliation avec la nature ».

Le programme proprement dit tient en un seul paragraphe et reste lui-même très général : « encadrement du marché selon des critères écologiques et sociaux », « renforcement de la justice vis-à-vis des paradis fiscaux », « réduction du temps de travail parallèlement aux gains de productivité », « renforcement des services publics », « coopération avec les pays du Sud », etc. Les autres partis sont renvoyés dos-à-dos, incapables de saisir « le temps de la rareté qui s'annonce ». Les mots de « droite » et de « gauche » n'apparaissent pas ; c'est à peine si le libéralisme est condamné. Le texte ne comporte aucune préoccupation sociale, mais ne manque pas d'en appeler à des valeurs de « sobriété » et de « mesure » contre l'aliénation consummatrice. On n'est pas loin de la « décroissance » revendiquée. C'est un programme qui aura du mal à séduire des couches sociales directement menacées par la crise dans leur emploi et leur niveau de vie.

Argumentaire critique

L'angle d'attaque principal est celui de l'absence de propositions concrètes de la part des Verts. Le monde vit la crise la plus aiguë depuis les années trente, avec des millions de chômeurs supplémentaires en Europe. Comment en sort-on ? En réformant « nos manières d'être individuellement et collectivement », en rejetant « la bigoterie technologique » comme le disent les Verts ? Ou bien en mettant en place, comme l'indique le Manifeste du PSE, des politiques destinées à créer une croissance durable et équilibrée (plan de relance fondé notamment sur des investissements privilégiant les transports

non agressifs pour l'environnement, les énergies alternatives...), ce qui suppose d'ailleurs un effort considérable de recherche et d'innovation technologique ?

Avec ses 220 députés, actifs dans chacun des 27 États de l'Union, armé de son Manifeste authentiquement progressiste, le PSE est la grande force d'alternance qui peut changer le cours de notre Union et être ainsi au rendez-vous de l'Histoire.

Des millions d'Européens sont durement touchés par la crise. Faut-il les inviter, comme le font les Verts, à rejeter la consommation – ce à quoi beaucoup sont déjà contraints- ou se battre, comme le feront les députés socialistes européens, pour des salaires décents, un temps de travail réglementé et des services publics qui garantissent à tous l'égalité d'accès ?

Second angle d'attaque, plus politique : où est le texte commun des Verts européens ? Comment imaginer que le texte des Verts français, qui ne trace aucun clivage gauche/droite, qui ne dit rien sur un « SMIC européen », rien sur la directive « temps de travail », rien sur la directive cadre sur les services publics... puisse donner la moindre garantie sur le vote futur des députés élus sur cette liste ? Est-ce que le caractère très général du texte des Verts ne s'explique pas par le fait qu'il s'agit d'un compromis entre Bové, dénonçant l'économie de marché, Cochet, partisan de la « décroissance », Jadot, proche de Hulot et peu soucieux des questions sociales, et Cohn-Bendit ? En votant Vert, on ne sait pas pour quelle orientation l'on vote.

7. UMP

Voter UMP, c'est soutenir la politique de Sarkozy en France et confirmer l'orientation libérale de la construction européenne

Voter UMP aux élections européennes, c'est :

- adresser un message d'approbation à Nicolas Sarkozy et à sa politique inefficace, injuste et autoritaire ;

- confirmer la majorité sortante du Parlement européen et la Commission européenne présidée par M. Barroso, soutenues par l'UMP et la droite européenne, marquées par une orientation clairement libérale.

La droite au pouvoir depuis 2004 au Parlement européen: un bilan catastrophique.

Ce bilan, c'est au moins trois directives de régression et une absence d'initiative :

- la directive Bolkestein sur les services qui, si les eurodéputés socialistes ne s'y étaient pas opposés, aurait démantelé les services publics ;

- la directive sur le temps de travail et sa clause dérogatoire qui permet d'étendre la semaine de travail jusqu'à 65 heures – au fond, importation par le Parti populaire européen du « travailler plus pour gagner moins » cher à N. Sarkozy ;

- enfin la directive de la honte, pudiquement baptisée « directive retour », qui permet, entre autres, de maintenir en rétention les immigrants pendant dix-huit mois ;

- depuis 2004, la majorité de droite, c'est le refus catégorique de réglementer la finance, malgré les alertes. Depuis 2008, c'est le refus non moins catégorique d'agir contre la crise par un vrai plan de relance européen.

La droite au pouvoir depuis 2004, c'est un alliage parfait de libéralisme pour l'économie, de précarisation pour les salariés, de xénophobie et d'autoritarisme pour la société.

La présidence française de l'Union : un abîme entre les annonces et les résultats :

M. Sarkozy va dire : voter UMP, c'est prolonger la présidence française de l'Union. Mais quels sont vraiment les résultats de ces six mois ?

- La crise en Géorgie ? Le cessez-le-feu n'a rien réglé, les violences restent chroniques et les milices se multiplient.

- Le plan carbone ? Dépassé avant même d'être signé. Plus personne ne fait référence à l'accord signé.

- Quant à la réaction à la crise, beaucoup de bruit pour rien. Tout ce qui a été décidé, c'est une vague coordination des politiques nationales, qui n'a pas empêché chaque État de n'en faire en réalité qu'à sa guise.

Le manifeste de la droite européenne : y a-t-il une crise en Europe ?

Début avril, l'UMP n'a toujours pas de texte d'orientation pour les élections européennes. Ce n'est pas une surprise. Tout à son habitude, M. Sarkozy dira tout et son contraire, parlera à gauche pour agir à droite.

Au moins, à l'occasion d'élections européennes, on

peut se référer aux textes des partis européens. Le PPE, parti de la droite libérale et conservatrice, auquel l'UMP est affilié, a publié un texte sur ses priorités pour 2009-2014. Il révèle le vrai visage de la droite européenne.

- Sur les dix priorités, une seule concerne la crise et est intitulée « des réponses pragmatiques et ciblées à la crise financière ». Le mot est lâché. Des réponses ciblées, cela veut dire surtout pas de réforme en profondeur. Ils veulent sauver le système existant là où nous voulons le changer.

- On lit aussi qu'il faut encourager le « temps partiel » et la flexibilité pour accélérer la reprise. C'est la continuité avec la politique de précarisation menée depuis 2004.

- Le PPE veut accélérer l'achèvement du Marché unique, en mentionnant comme exemple l'accès à la santé. En clair : les services publics seront à nouveau attaqués au nom de l'intégration des marchés.

- Le refus de toute hausse du budget européen est réaffirmé. C'est l'assurance que l'Europe sera incapable d'investir dans la croissance verte et dans la recherche pour notre avenir.

Voter UMP aux élections européennes, c'est donc soutenir au programme libéral et réactionnaire d'attaque des services publics, de précarisation sociale et de refus d'agir contre la crise et pour la croissance de demain.

8. Questions / réponses

1- Vous vous dites opposés au libre-échange et partisans du juste échange ? Qu'est-ce que c'est encore que ce volatile conceptuel ? En quoi le juste échange se différencie-t-il de la politique actuelle de l'Union européenne en matière de commerce international ?

Notre opposition porte sur le libre-échange sans règles. L'Union européenne doit définir des règles du jeu qui prennent en compte des normes sociales et environnementales. L'Union a une politique commerciale avec un tarif extérieur commun. Elle a utilisé par ailleurs des mesures spécifiques pour des types de produits comme le textile. Il s'agit pour nous de défendre au Parlement européen une politique d'accords commerciaux incluant des clauses en faveur des droits humains, sociaux, environnementaux. Pour nous, le travail décent doit être notre objectif. Il faut faire progresser les garanties fondamentales dans les échanges. C'est un moyen de lutte contre le dumping

social. Défendre une politique de juste échange est aussi une façon de veiller dans les accords commerciaux entre l'Union européenne et les pays pauvres à prendre en compte leur développement économique.

2- Une des causes profondes de la crise économique actuelle est la stagnation, voire la réduction du pouvoir d'achat des bas et moyens salaires et la réduction du niveau de protection sociale des salariés (qui les incitent à épargner plus qu'à consommer).

Qu'est-ce que vous proposez pour augmenter la part des bas et moyens salaires dans le partage de la valeur ajoutée entre capital et travail ?

Qu'est-ce que vous proposez pour soutenir et accroître la consommation populaire en Europe ?

La crise que nous traversons trouve une origine dans l'accroissement des inégalités et la stagnation des salaires. Plusieurs mesures doivent et peuvent être prises au niveau national. Ainsi, les socialistes ont proposé de soumettre le maintien des allègements de cotisations sociales pour les entreprises à la conclusion effective d'accords salariaux annuels. Cette mesure couplée à une augmentation du SMIC aurait une grande portée. En Europe, nous proposons un plan de relance européen à l'échelle du continent pour agir, à la fois, sur la consommation et l'investissement. Nous défendons notamment la mise en œuvre de salaires minimaux dans tous les États membres, qui devraient atteindre 60 % du salaire moyen de chacun des pays.

3- Vous proposez de financer votre plan de relance par l'emprunt (et vous revendiquez la reconnaissance pour l'UE de lever des emprunts). Considérant le niveau d'endettement de beaucoup des États membres, est-ce une proposition bien responsable ? Ne préparez-vous pas ainsi, à l'insu de votre plein gré, la prochaine bulle financière, celle des bons du Trésor ?

Plus précisément, la monétisation en cours des dettes des États, conséquence de leur fuite en avant dans l'endettement public, ne va-t-elle pas déboucher sur une inflation galopante ?

Jean-Claude Trichet, Angela Merkel, Nicolas Sarkozy, Gordon Brown n'ont-ils pas raison de chercher à limiter d'ores et déjà l'ampleur de cet endettement ?

L'urgence est d'éviter que la crise ne s'aggrave encore et qu'il soit alors très difficile de faire face. La demande d'un plan de relance d'ampleur a pour objectif de recréer la confiance, l'argent privé prenant alors le relais de l'argent public. C'est donc une dépense temporaire destinée à remettre l'économie sur ses rails.

D'autre part, le dernier chiffre connu de l'endettement public français est de 68 % du PIB – ce qui dépasse les critères Maastricht (dont tous les pays se sont accordés à les mettre entre parenthèses) de 8 % seulement.

Rappelons qu'en Italie, le niveau d'endettement est de 108 % et au Japon de 180%. Cela veut dire que la France a des marges de manœuvre.

Enfin, le Manifeste des socialistes européens, comme la proposition des socialistes français pour notre pays, comporte des dispositifs qui prévoient, une fois la situation retrournée à la normale, des engagements pour revenir autour d'un niveau de 60 % d'endettement -particulièrement par une fiscalité sur le carbone.

9. Questions / réponses

1- Les socialistes n'ont pas de mots trop durs pour stigmatiser la droite européenne qu'ils rendent responsable de tous les maux. Cette posture électorale ne doit pas faire oublier la grande connivence qui existe au Parlement Européen entre le PSE et le PPE. Symbole de cette connivence : les socialistes ont voté pour Hans Gert Pöttering (CDU), leader du PPE, pour la présidence du Parlement européen en 2006. Le PSE a également voté pour investir la Commission Barroso. C'est un peu facile aujourd'hui, de jouer les farouches opposants !

Les socialistes français militent pour que les oppositions entre la droite et la gauche soient claires. La comparaison des programmes du PPE et du PSE est parlante et les votes contradictoires sont nombreux sur les textes économiques et sociaux. Il suffit d'en regarder la liste. Il faut cependant comprendre le fonctionnement de l'Europe. La Commission européenne résulte avant tout d'un accord entre États. Une majorité au Parlement peut rejeter les propositions faites. Celle-ci s'est trouvée pour repousser la désignation d'un commissaire italien présenté par Silvio Berlusconi. Mais le Parlement ne peut pas entrer en conflit avec une majorité d'États. D'autre part, le Parlement vit sous la loi d'un mode de scrutin proportionnel, comme beaucoup de pays européens, notamment dans l'Europe du Nord où les partis de gauche et de droite s'opposent vivement dans les élections, mais, trouvent des accords ensuite pour assurer la stabilité de leurs pays. Il en va de même au Parlement Européen où le PPE et le PSE ont trouvé au début de l'ancienne législature un accord technique, faute de majorité, pour la présidence d'un Parlement, la première moitié avec une présidence socialiste, la seconde avec une présidence issue du PPE. L'Union Européenne pour exister demande un accord minimal entre les européens sous peine de voler en éclats. Cela n'empêche nullement la confrontation sur des projets et des programmes politiques différents.

2- L'entreprise multinationale Continental ferme des

sites de production en France (à Clairoux) ou réduit fortement leur production (à Foix). Dans le même temps, elle multiplie par sept la production de pneus dans ses établissements de Roumanie. C'est cela la délocalisation au sein de l'UE, on déshabille Pierre pour habiller Petru.

Qu'est-ce que vous proposez, concrètement, pour empêcher ce système de vases communicants ?

L'entreprise Continental est multinationale. L'Union Européenne n'existerait pas que cela ne changerait rien à sa stratégie de jouer, selon ses intérêts du moment, un pays ou un autre. Fermer les frontières serait condamner des centaines de milliers d'emploi, car une partie de notre industrie aujourd'hui (plus de 25 %) dépend d'investissements étrangers, et les entreprises françaises ont besoin aussi d'être présentes sur d'autres marchés. Il faut donc éviter la démagogie et voir ce qui peut être fait concrètement. L'existence d'un cadre européen permet d'agir en travaillant pour plus d'harmonisation fiscale entre les entreprises, pour l'établissement d'un salaire minimum dans chacun des pays membres, pour donner plus de pouvoir aux comités d'entreprise européens. Toutes revendications qui figurent dans le programme des socialistes. Nous proposons en outre d'utiliser pleinement le « Fonds européen d'ajustement à la mondialisation », créé en 2006 sur proposition socialiste, qui peut aider des entreprises en difficulté. Nous proposons aujourd'hui de le transformer en Fonds européen de soutien aux salariés de l'industrie, qui connaissent des licenciements ou du chômage partiel. Au niveau national, nous militons également pour la constitution de fonds régionaux d'investissement et de réindustrialisation, dotés de 7 milliards d'euro, pour agir au plus près des besoins réels des entreprises et salariés, afin de garantir des prêts bancaires et de financer des projets d'entreprises viables.

10. Turquie et génocide arménien

1- Êtes-vous pour ou contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ?

Le Parti socialiste est favorable à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Mais nous constatons que les conditions de cette adhésion ne sont pas

réunies aujourd'hui. Cette adhésion n'a rien d'automatique. Depuis 2004, l'UE a ouvert des négociations d'adhésion avec elle. Si ces négociations aboutissent, d'ici 10 ou 15 ans, le respect par la Turquie des conditions de cette adhésion (pour adhérer à l'UE, un nouvel État membre doit remplir trois critères : le critère politique : la présence d'institutions stables garantissant la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection ; le critère économique : l'existence d'une économie de marché viable et la capacité à faire face aux forces du marché et à la pression concurrentielle à l'intérieur de l'Union ; le critère de l'acquis communautaire : l'aptitude à assumer les obligations découlant de l'adhésion, et notamment à souscrire aux objectifs de l'Union politique, économique et monétaire) fera de la Turquie un grand pays démocratique et il n'y aura pas d'obstacle, à ce moment, pour l'adhésion de la Turquie.

2- La reconnaissance du génocide arménien par Ankara ne figure pas explicitement parmi les critères d'adhésion de la Turquie retenus par la commission européenne. Il n'est pas non plus inscrit dans l'agenda des discussions. Qu'en pensez-vous ? Que comptez-vous faire, le cas échéant, pour remédier à cet état de fait ?

Les socialistes, depuis Blum, Mitterrand et jusqu'à aujourd'hui, ont toujours marqué leur attachement à la reconnaissance du génocide des Arméniens. C'est le Parti socialiste qui a été à l'origine de la reconnaissance du génocide arménien par la France. C'est toujours le Parti socialiste qui a fait de cette reconnaissance l'une des conditions de l'adhésion de la Turquie. Il est d'ailleurs décidé à mettre cette question à l'ordre du jour du Parlement européen s'il obtient la majorité aux prochaines élections.

3- Comment vous situez-vous par rapport à la Décision-cadre relative à la lutte contre le racisme et la xénophobie. Pouvez-vous vous engager à intervenir pour que les peines prévues à l'encontre du négationnisme s'appliquent également à la négation du génocide des Arméniens ?

Rappelons qu'à l'initiative des socialistes français, notamment le député Henri Saby, le Parlement européen a reconnu le génocide des Arméniens, le 18 juin 1987, contre toute la droite européenne. Dans le cadre d'une moralisation des relations internationales eu égard à la lutte contre le négationnisme, le PS s'engage à lutter contre la négation du génocide des Arméniens aussi bien en France qu'en Europe. En France, nous nous sommes engagés à faire adopter par le Sénat la proposition de loi sur la sanction de la négation du génocide des Arméniens. En Europe, nous ne ménagerons pas nos efforts pour convaincre nos partenaires européens d'insérer la lutte contre

la négociation du génocide des Arméniens dans le cadre de la Décision-cadre, aujourd'hui limitée aux cas légiférés par un tribunal international (Shoah, Srebrenica).

4- Seriez-vous favorable à une plus grande collaboration entre l'Europe et l'Arménie, voire, si celle-ci en faisait la demande, à une adhésion ?

1- Les relations entre l'Arménie et l'Union européenne sont aujourd'hui bien enclenchées. Après les accords TACIS I et TACIS II, et la Politique de Voisinage, l'Europe s'est engagée dans un partenariat oriental avec six anciennes républiques soviétiques, dont l'Arménie. Et comme vous le savez, ce partenariat va être officialisé à Prague en mai prochain. Nous souhaitons l'élargissement des relations entre l'UE et l'Arménie dans d'autres domaines, notamment le renforcement de la démocratie en Arménie et la recherche d'une solution juste du conflit du Haut-Karabakh.

2- L'Arménie n'a pas demandé son adhésion à l'Union européenne. Nous ne pouvons pas nous prononcer sur un dossier dont nous ne connaissons pas les éléments. Si une telle demande est formulée dans l'avenir, elle mérite d'être étudiée.

11. Questions / réponses

1- Vous prétendez vouloir « éradiquer les paradis fiscaux ». Ces territoires opaques ne sont-ils pas consubstantiels au capitalisme ? Vous a-t-il échappé que toutes les entreprises publiques françaises y ont depuis toujours des filiales ? Le dernier numéro d'Alternatives Économiques en publie la liste approximative. Comment entendez-vous vous y prendre pour en finir avec les paradis fiscaux ?

La réalité des paradis fiscaux ne se limite pas à quelques « territoires opaques » (îles Caïman ou assimilés). On peut parler de « paradis fiscal » dès lors que le secret bancaire, associé à une fiscalité inférieure à la moyenne pratiquée dans une zone économique, permet d'attirer des capitaux. L'Union européenne comprend des paradis fiscaux en son sein, largement utilisés par les

« optimisation fiscale » par ceux qui les utilisent ne les rend pas plus acceptables. Le détournement d'argent au détriment des recettes fiscales des États membres de l'Union se monte au minimum à 200 milliards d'euros par an. Ce sont des ressources en moins pour des dépenses d'intérêt général et des impôts en plus pour les particuliers et les PME qui ne peuvent pas délocaliser leur siège social.

Nous avons obtenu la fin du secret bancaire en Europe d'ici 2014 que les socialistes réclamaient depuis des années. Des pays non-membres de l'UE comme la Suisse ont dû composer.

Nous nous sommes battus, contre la droite européenne, pour mettre en place une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés : une société ne pourrait plus organiser ses relations avec ses filiales pour déclarer l'essentiel de ses bénéfices dans l'État offrant la fiscalité la plus favorable ; elle devrait acquitter l'impôt en fonction d'une clé de répartition tenant compte de son activité réelle dans chaque État. Nous reprendrons cette bataille dans la prochaine mandature.

Enfin, nous défendrons l'idée que toute entreprise qui bénéficie de l'aide de l'État voit celle-ci immédiatement supprimée en cas d'utilisation d'un paradis fiscal.

2- Vous prétendez que la droite sous-estime la gravité de la crise, et que c'est pour cela que ses prétendus plans de relance sont si légers. Mais Dominique Strauss-Kahn n'a pas dit autre chose, dans son entretien aux Échos, il affirme :

1. que les plans de relance des pays européens sont suffisants.
2. que le monde retrouvera la croissance en 2010.

Votre catastrophisme n'est-il pas une posture électoraliste ? N'est-ce pas, une fois de plus, DSK qui a raison ?

La droite continue à prévoir une récession à - 1,5 % du PIB pour la France, le FMI l'estime à -2,5 %, comme d'ailleurs la plupart des économistes. DSK ne fait donc pas les mêmes estimations que le gouvernement français. Quant à la reprise de la croissance en 2010, on ne peut que souhaiter que DSK ait raison, mais pour le moment, les signaux de reprise sont inexistantes en Europe.

Les plans de relance sont évidemment insuffisants: 200 milliards d'euros pour toute l'Europe contre 800 milliards de dollars aux États-unis. On nous explique que la différence vient de l'existence des « stabilisateurs automatiques », c'est-à-dire des allocations chômage et des dispositifs d'aide en place dans nos États-Providence, beaucoup plus développés en Europe : le jeu de ces mécanismes amoindrirait les effets de la crise et nécessiterait des plans de relance de moindre ampleur.

C'est en partie vrai, mais en partie seulement. L'écart entre les plans européens et le plan américain est de 1 à 3, soit beaucoup plus que la différence due aux « stabilisateurs automatiques ». En outre, le plan américain va permettre à ce pays de prendre de l'avance en matière d'infrastructures et de technologies, et donc de distancer l'Europe.

C'est pourquoi, nous socialistes, sommes favorables à un grand plan de relance européen, préparé en commun par les États membres, sur la base d'un grand emprunt européen. Ce plan permettrait de préparer l'avenir en investissant dans les technologies et les infrastructures de l'avenir, notamment celles qui sont liées au développement durable.

12. Réponse au questionnaire de la plateforme des ONG pour la Palestine

La position des socialistes français est fondée sur une réalité simple réitérée à maintes reprises : il n'existera pas de paix juste et durable au Proche-Orient sans la création d'un État palestinien viable et reconnu internationalement et sans la reconnaissance de l'État d'Israël par ses voisins et l'assurance de sa sécurité. Cet objectif ne peut être atteint que par la volonté des deux parties de poursuivre les négociations de paix, sur la base des accords et des acquis déjà connus, pour parvenir un accord final. Aussi, je tiens à répondre le plus précisément possible à votre questionnaire.

1. Plusieurs déclarations officielles européennes appellent depuis des années au respect par Israël du droit international et droit international humanitaire. Or la situation ne cesse de se dégrader sur le terrain. Concrètement, que comptez-vous mettre en oeuvre pour que ces déclarations soient suivies d'effet ? Et tout d'abord pour faire ouvrir les points de passage de et vers la bande de Gaza et mettre un terme aux projets de colonisation ?

Les règles du droit international, notamment celles du droit humanitaire, doivent être respectées partout et par toutes les parties d'un conflit. L'ouverture des points de passage avec la bande de Gaza est une nécessité pour des raisons humanitaires et politiques évidentes.

La poursuite de la colonisation, à travers les projets de nouvelles colonies ou l'extension des colonies existantes, est contraire à la recherche d'une paix juste et négociée entre les Israéliens et les Palestiniens. Le Parlement européen doit s'impliquer davantage dans la recherche de cette paix. Il a un rôle important à jouer pour que l'Union européenne soit plus présente politiquement sur le dossier du conflit israélo-palestinien.

2. En tant que parlementaire européen, vous aurez à vous prononcer sur la politique européenne dans la région.

- La persistance de la violation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés conduit à une violation de l'article 2 de l'accord d'association signé entre l'Union européenne et Israël. Comptez-vous appeler à la suspension de l'accord d'association tant que le droit n'est pas respecté, dans la lignée de la résolution du Parlement européen d'avril 2002 ?

- L'accord d'association UE-Israël est en voie de rehaussement. Vous prononcerez-vous de manière officielle contre ce rehaussement ? Vous serez amené à vous prononcer sur la participation d'Israël aux programmes communautaires. Voterez-vous contre cette participation ?

- L'Union européenne a financé de nombreuses infrastructures dans les Territoires palestiniens qui ont été détruites par l'armée israélienne. Envisagez-vous de demander réparation pour les projets financés par l'UE et détruits par Israël ?

Tous les pays qui ont signé un accord d'association avec l'Union européenne ont l'obligation de respecter la totalité de cet accord, notamment les dispositions de l'article 2 sur le respect des droits de l'homme. Le Parti socialiste européen, dont le Parti socialiste est membre, s'est déjà prononcé dans ce sens. De même qu'il a refusé le rehaussement de l'accord entre l'Union européenne et Israël.

3. Israël comme tout État doit rendre des comptes par rapport à ses actes. Plusieurs acteurs, présents sur le terrain ou lors de missions d'observations (notamment dans le contexte de l'attaque israélienne), ont décrit des faits constitutifs de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité. Que comptez-vous faire pour que les responsables soient jugés ? Allez-vous demander la mise en place d'une commission internationale d'enquête indépendante, sous l'égide des Nations unies ?

Les députés socialistes demanderont au Parlement européen de former une commission d'enquête sur les événements de décembre 2008 et l'offensive israélienne contre la bande de Gaza qui a fait de nombreuses victimes civiles, ainsi que sur l'utilisation des armes prohibées. Ils soutiendront toutes les initiatives des Nations unies allant dans ce sens.

4. L'Union européenne s'est récemment prononcée

pour un gouvernement palestinien d'unité nationale. Comment pensez-vous que l'UE puisse faciliter la mise en oeuvre d'un dialogue avec le Hamas ? Demanderez-vous pour cela le retrait du Hamas de la liste européenne des organisations terroristes ?

Nous soutenons un gouvernement palestinien d'unité nationale, incluant le Hamas, nécessaire à des pourparlers de paix, au respect de l'État d'Israël et à la fondation d'un État palestinien viable.

5. Des armes européennes ou fabriquées avec des composants européens sont utilisées par Israël par le biais de frappes indiscriminées contre des civils, en violation du droit international humanitaire. En décembre 2008, le Conseil des ministres a adopté un code de conduite (contraignant) sur l'exportation de technologie et d'équipements militaires à destination de pays tiers. Lors de son attaque, l'armée israélienne a utilisé du matériel militaire européen. Quelles mesures comptez-vous prendre pour que les Etats membres respectent ce nouveau code de conduite dans leurs rapports avec Israël ?

Nous sommes opposés à la vente d'armes par la France aux pays qui voudraient utiliser ces armes contre la population civile.

6. Après l'échec du processus d'Annapolis, demanderez-vous la tenue d'une Conférence internationale sous l'égide de l'ONU fondée sur le droit international, avec un calendrier et des garanties d'application ?

Oui, tout à fait.

13. Paquet « libéralisation énergie »

1. C'est encore un paquet de libéralisation qui va remettre sur la table la privatisation d'EDF !?

Le précédent paquet de libéralisation avait organisé le secteur de l'énergie en Europe autour du principe de « séparation fonctionnelle » (entre production et distribution d'énergie – par exemple : RTE en France pour l'électricité-).

La préconisation de la Commission lorsqu'elle a proposé le 3e paquet énergie était d'aller plus loin encore, vers une séparation patrimoniale stricte entre production et distribution. Si cette direction avait été suivie, elle aurait porté un coup sévère à la capacité des

des entreprises énergétiques à investir dans de nouvelles infrastructures (en particulier les réseaux électriques et les gaziers, et les connexions transfrontalières).

Le compromis final tel qu'adopté par le Parlement et le Conseil vise certes à clarifier les relations entre producteurs et gestionnaires de réseaux afin de couper court aux accusations récurrentes de favoritisme à l'encontre des entreprises « intégrées », au détriment du consommateur final et des salariés des entreprises concurrentes. Mais trois voies seront proposées aux États-membres pour ce faire, qui ne demandent pas toutes d'aller jusqu'à la séparation patrimoniale :

- la dissociation intégrale
- un gestionnaire de réseau indépendant
- un gestionnaire de transport indépendant

Cette démarche aura ainsi pour vertu de mettre à mal le procès fait régulièrement à l'égard des groupes français tels qu'EDF ou GDF (« protégés » chez eux, « prédateurs » ailleurs en Europe) par d'autres États-membres, par la Commission, et/ou par d'autres entreprises. Dans une optique internationaliste/européenne, il s'agit du même coup d'une garantie pour les salariés d'entreprises étrangères d'avoir des perspectives d'activités et de traitement équitable en France, et inversement, pour les salariés de groupes français d'avoir des perspectives de développement juste dans d'autres pays européens. Et surtout, cela n'engage absolument pas de changement dans la part de l'État, le cas échéant, dans le financement de ces entreprises.

2. Encore des textes de « Bruxelles » qui n'apportent rien aux usagers...

Les droits de tous les consommateurs seront renforcés:

- changer de fournisseur de gaz et d'électricité dans un délai de trois semaines et sans frais ;
- recevoir un décompte de clôture final au plus tard six semaines après le changement de fournisseur ;
- recevoir toutes les données relatives à sa consommation de gaz et d'électricité ;
- recourir à des filières indépendantes pour traiter efficacement les plaintes et régler hors des tribunaux les litiges (comme un médiateur pour l'énergie ou une organisation des consommateurs) ;
- obtenir une réparation si les niveaux de qualité du service fourni ne sont pas atteints (par exemple, si des factures sont inexactes ou transmises avec retard) ;
- recevoir des informations relatives à ses droits avec ses factures ou par le biais des sites internet des compagnies.

Parallèlement, la question de la «pauvreté énergétique» a été au cœur des préoccupations des socialistes européens. Certes le compromis final n'est pas aussi ambitieux que nous l'aurions souhaité (le Conseil de l'Union, majoritairement conservateur, est passé par là), mais pour la première fois la notion

même de « consommateur vulnérable » devra être qualifiée dans chaque État-membre -ce qui à l'échelle de l'UE était encore loin d'être le cas- (nous avons proposé un pas supplémentaire, comme des lignes directrices communes aux 27 pour définir ce concept de vulnérabilité).

En lien avec cette avancée, les États-membres devront prendre des mesures appropriées contre la pauvreté énergétique (ex : plans nationaux d'action, utilisation des systèmes de sécurité sociale pour l'approvisionnement en énergie).

3. Quel impact sur la sécurité d'approvisionnement de l'Europe ?

Le sujet a fait la une de l'actualité cet hiver : la dépendance énergétique de l'Europe, en particulier de certains États-membres, à l'égard du gaz russe. Si le paquet énergie ne visait pas spécifiquement à répondre à cet enjeu économique et stratégique, certains de ses débouchés peuvent y contribuer (dans la mesure où l'un des problèmes pointés, par exemple dans le cas de la Bulgarie, était le manque de capillarisation du réseau de distribution de gaz à l'intérieur de l'Union : un seul tuyau en provenance d'Ukraine, mais aucune interconnexion avec des États-membres plus à l'Ouest qui aurait permis un «approvisionnement de secours»). Voici quelques unes de ces mesures :

- l'établissement de réseaux européens de transport d'électricité et de gaz ;
 - une obligation pour les gestionnaires des réseaux de transport d'énergie de soumettre tous les 2 ans aux autorités nationales de régulation un plan de développement des réseaux sur 10 ans ;
 - des mesures pour améliorer la coopération régionale entre les différents régulateurs nationaux.
- Parallèlement, il est question qu'un certain nombre de projets d'infrastructures énergétiques reçoivent un «coup de pouce» dans le cadre du plan de relance européen.

14. les 15 déclarations trompeuses du manifeste du PPE pour les élections européennes

Ce document du PSE met en exergue les 15 déclarations les plus trompeuses du Manifeste du Parti Populaire européen (PPE) pour les élections européennes. Il illustre les contradictions du PPE entre ce qu'il affirme dans ce Manifeste et son comportement et ses votes au Parlement européen.

Cette analyse permet de rappeler les choix politiques qui s'offriront aux électeurs lors des élections européennes du 4 au 7 juin prochains et leurs enjeux pour déterminer le cours de la construction européenne.

1. Le Manifeste du PPE et son rôle dans l'intégration européenne

a) déclaration 1 « *notre famille politique européenne, le Parti populaire européen (PPE) a contribué davantage au développement de l'Union européenne que n'importe quelle autre force politique. À travers son histoire, le PPE a été la famille politique en pointe ayant constamment développé une vision claire pour l'Europe* ».

Le PPE s'approprie des succès historiques de l'Union européenne en insinuant que les pères fondateurs et les champions de l'Europe étaient tous des démocrates-chrétiens. Il oublie qu'à chaque Konrad Adenauer correspond un Paul-Henri Spaak ou un Jacques Delors. De nombreux grands socialistes et socio-démocrates ont été au cœur du projet européen dès son origine. Le socialiste français Christian Pineau et le socialiste belge Paul-Henri Spaak étaient deux des signataires des Traités de Rome.

Paul-Henri Spaak a, par exemple, rédigé le rapport qui a ouvert la voie à la création de la communauté économique européenne et celle de l'énergie atomique instituées par les Traités de Rome. Le socialiste français Jacques Delors est unanimement reconnu comme le Président de la Commission européenne ayant le mieux réussi. L'Union européenne n'est pas une construction des Chrétiens démocrates mais bien celle de tous les Européens.

2. Le Manifeste du PPE sur la crise économique et financière

a) déclaration 2 : « *nos positions non seulement diffèrent absolument de celles de l'approche gauchiste développée par des socialistes, mais aussi de celle développée par ceux qui croient encore que seul le marché régule le monde et que l'économie est une fin en soi.(...) le PPE soutient une réglementation qui améliore la transparence et la surveillance au niveau européen et au niveau mondial. L'architecture financière internationale doit être repensée, nous nous concentrons sur une « meilleure réglementation » et non pas « n'importe quelle réglementation ».*

Le PPE se targue aujourd'hui d'avoir toujours été ces dernières années un ardent défenseur d'une réglementation forte. En réalité, il n'a cessé de batailler durant la législature pour empêcher ou affaiblir les tentatives répétées des socialistes et socio-démocrates européens visant à imposer une régulation et une supervision de tous les acteurs des marchés financiers, fonds d'investissement spéculatifs inclus. Jusqu'à l'automne 2008, le PPE s'est opposé avec force à toute régulation des marchés financiers alors que les prémices de la crise financière se faisaient sentir. Nombreux ont été ceux qui, dans ses rangs, ont proposé des codes de conduite ou des solutions « *d'autorégulation* » comme alternatives à toute forme de législation. Le groupe parlementaire du PPE a même confirmé ses positions libérales dans un document de travail en mai 2008 : « *les améliorations au cadre réglementaire devraient être fondées en premier lieu, sur la législation et les bases légales existantes* ».

Hans-Gert Pöttering, Président du groupe PPE au Parlement européen jusqu'en 2006, se déclare même le 9 mars 2005 en plénière en faveur : « *d'une culture de la prise de risques* ».

Le PPE réclamait il y a encore peu une dérégulation du secteur financier dans son ensemble. En avril 2007, l'eurodéputé conservateur britannique John Purvis s'est réjoui des efforts de libéralisation entrepris par Angela Merkel et Georges Bush à l'issue d'un sommet UE/ États-Unis : « *fort heureusement toutes ces mesures vont nous conduire dans un délai raisonnable à un libre marché transatlantique dans le secteur des services financiers et tout ce qui s'y réfèrent* ».

Pas plus tard qu'en mai 2008, le PPE proclamait encore que l'autorégulation de l'industrie résoudrait la crise : « *Des mesures volontaires doivent être considérées comme l'instrument adéquat pour répondre à toute défaillance.* »

Avant même le début des turbulences financières, le PSE avait tiré la sonnette d'alarme sur les risques de crise financière dans un rapport conjoint de Poul Nyrup Rasmussen, le président du PSE et de la socialiste néerlandaise **leke van den Burg intitulé : « hedge funds et private equity : une analyse critique » publié en avril 2007. En novembre de la même année, le PSE a adopté sa première résolution demandant une régulation des**

néerlandaise Ieke van den Burg intitulé : « hedge funds et private equity : une analyse critique » publié en avril 2007. En novembre de la même année, le PSE a adopté sa première résolution demandant une régulation des marchés financiers.

Les socialistes européens militent depuis longtemps en faveur d'une meilleure supervision du secteur bancaire mais également d'autres acteurs des marchés financiers. L'année dernière, l'eurodéputée socialiste Ieke van den Burg a proposé, dans un rapport rédigé conjointement avec son collègue libéral progressiste Cristian Daianu, la mise en place d'une superstructure visant à garantir que les groupes financiers transfrontaliers soient supervisés à la fois du pays d'origine comme du pays de résidence. Ce rapport fut ardemment combattu par les conservateurs du PPE et par la propre famille politique du libéral Cristian Daianu ! Mais après d'âpres négociations, le groupe socialiste au Parlement européen est parvenu à rallier une majorité de suffrages à la fois en commission parlementaire et en plénière en octobre 2008 (565 voix pour, 74 contre, 18 abstentions).

b) déclaration 3 : « la récession actuelle devrait être utilisée comme une opportunité pour développer les investissements verts (...) » « Pour le Parti populaire européen, la création de nouveaux emplois est la priorité de notre projet ».

Pendant plus an, le PPE a sous-estimé l'ampleur de la crise financière alors que les premiers signes d'instabilité sur les marchés sont apparus dès le printemps 2007. Il a en outre tardé à réagir. Le Conseil européen dominé par la droite a adopté un plan européen de relance économique en décembre 2008. Depuis lors, l'activité économique est en chute libre. Les prévisions économiques tablent sur une croissance négative du PIB de l'UE de 4 % en 2009 et une hausse drastique du chômage avec 27 millions de sans emplois l'année prochaine. Mais les leaders de la droite refusent catégoriquement d'investir davantage dans ce plan de relance économique pour empêcher le développement d'un chômage de masse. La majorité conservatrice et libérale au Conseil des ministres des Finances de l'Union européenne s'est même prononcée « contre l'augmentation du plan de relance » le 9 mars 2009. Le Conseil européen des 19 et 20 mars lui a emboîté le pas en se félicitant des « beaux progrès » réalisés dans la mise en oeuvre du plan européen de relance économique de décembre.

Les socialistes européens à l'inverse appellent de leur voeu un plan européen de relance plus ambitieux. Le Président du Parti des socialistes européens Poul Nyrup Rasmussen a déclaré en plénière le 25 mars 2009 au très conservateur Président de la Commission européenne José Manuel Barroso : « Paul Krugman (Prix Nobel d'économie) a déclaré que l'Europe met à disposition de la relance moins que la moitié des besoins réels comparativement à ce que font les États-Unis d'Amérique. Puis-je en appeler à vous : s.v.p.,

chaque fois que le taux de chômage augmentera, ne dites pas aux citoyens européens que vous faites plus parce que les États-membres paient plus en termes d'allocations chômage. Ce que vous devez dire aux citoyens c'est que vous vous engagez pour un nouveau plan de relance ».

c) déclaration 4 : « Alors que les socialistes voient dans la crise financière et économique, une chance pour promouvoir leur programme dépassé qui conduira à une destruction des emplois et ruinera la position de l'Europe dans le monde, nous nous agissons et sommes convaincus que notre vision de l'économie sociale de marché qui reste compétitive est la meilleure réponse à la crise. (...) Le PPE est convaincu du besoin d'une Europe forte qui montre au reste du monde qu'il est possible de moderniser l'économie, de créer de nouveaux emplois et préserver l'environnement en même temps. La crise actuelle nous remémore que le développement soutenable, le développement économique durable sont au coeur de toutes nos décisions. »

Les conservateurs européens ont, ces dernières années, utilisé leur majorité au Conseil et à la Commission pour déclasser les objectifs environnementaux et sociaux de la stratégie de Lisbonne. La stratégie de Lisbonne est le plan pour la croissance et l'emploi d'une économie sociale de marché durable, proposé et adopté en 2000 par les gouvernements de l'UE, qui étaient alors quasiment tous dirigés par un Premier ministre social-démocrate.

Comme le déclarait le Président du groupe des conservateurs au Parlement européen dans un discours relatif à la révision de la stratégie de Lisbonne : « La clé du succès de la stratégie de Lisbonne (est) la dérégulation - l'espace pour de nouvelles initiatives, l'innovation et le dynamisme économique. Barroso lui-même, qui a fait de Lisbonne sa priorité politique, (est) le meilleur garant de la poursuite de cette politique par la Commission ».

L'attitude négative de la Droite à propos de la réalisation des objectifs sociaux au cours de ces dernières années est flagrante : elle n'a jamais remis en question la manière dont la Commission a mis en oeuvre la stratégie de Lisbonne : « (La Stratégie est) un succès qui est contesté par ceux qui ont des difficultés à accepter cette Europe du changement, de l'externalisation des ressources, de rationalisation et des acquisitions » (Thomas Mann MPE PPE-DE, Allemagne).

d) déclaration 5 : « Il y a une demande claire de renforcer la coopération internationale dans le cadre d'un G20 élargi et d'autres institutions internationales ».

Loin de renforcer la coopération, le PPE a provoqué un désaccord avec la nouvelle administration américaine du Président Obama sur l'opportunité d'élargir la coordination et d'accroître les efforts pour la relance de l'économie mondiale. Avant le sommet du G20, le 2 avril dernier, Larry Summers, chef du Conseil

national économique de la Maison Blanche, a lancé un appel aux Européens en leur demandant un effort supplémentaire de relance (*Financial Times* - 9 mars 2009). Les conservateurs européens ont brutalement rejeté une telle demande. Le Premier ministre conservateur du Luxembourg Jean-Claude Juncker a immédiatement répondu : « *les appels récents des Américains demandant aux Européens d'accroître leur effort budgétaire ne sont pas à notre convenance* », (conférence de presse 9 mars 2009). Le Premier ministre conservateur tchèque, Mirek Topolánek, a, dans la foulée, critiqué le plan de relance du Président américain Barack Obama en disant : « *toutes ces démarches, ces combinaisons sont un chemin vers l'enfer* » (session plénière PE, 25 mars 2009). La Chancelière allemande Angela Merkel (conservatrice) et le Président français Nicolas Sarkozy ont adopté une déclaration commune avant le G20 dans laquelle ils affirment qu'il ne faut pas augmenter le budget du plan de relance européen. La Chancelière a repoussé les demandes répétées pour « *un nouveau plan global* » durant le G20, et d'ajouter « *je ne laisserai personne me dire que nous devons dépenser plus d'argent* » (*The Times*, 29 mars). De concert, les conservateurs ont fait beaucoup pour saper la coopération internationale avec l'administration américaine et dans le cadre du G20.

e) déclaration 6 : « *Comme la concurrence économique globale s'accroît, les systèmes fiscaux doivent être réformés pour rendre les pays plus attractifs aux capitaux et aux talents. Cet objectif peut être atteint en baissant la charge fiscale totale, et en introduisant des taux réduits d'imposition et des exemptions fiscales* »

Les États-membres où la fiscalité est plus progressive et finance d'une façon complète les services publics, éducation et formation comprises, sont actuellement plus compétitifs. Le Danemark, la Suède et la Finlande ont tous un système social financé en très grande partie par l'impôt et se retrouvent néanmoins parmi les six économies les plus performantes du monde (selon the Annual World Economic Forum rankings). Face à la crise actuelle, il est inacceptable que les conservateurs puissent encore demander des baisses d'impôt. C'est une question de justice : les nantis doivent contribuer proportionnellement à leur part du fardeau. Il est inacceptable que seules les familles des travailleurs les moins bien lotis soient les seuls à supporter le poids de la crise.

3) Le Manifeste PPE sur les droits des travailleurs et la dimension sociale de l'Europe

a) déclaration 7 : « Pour nous, le projet européen a toujours eu une dimension sociale »

L'UE est actuellement dominée par une majorité de droite, et durant cette période le fossé entre les riches et les pauvres n'a cessé de s'agrandir : le taux de pauvreté a augmenté ; la crise financière et économique

a provoqué une hausse massive du chômage et les conséquences sociales parfois dramatiques qui en découlent. Au même moment, l'agenda social européen a été relégué au second rang des priorités.

Durant la session plénière de juillet 2008, le président du Parti socialiste européen Poul Nyrup Rasmussen et le chef de file des socialistes au Parlement européen, Martin Schulz, ont tous les deux interpellé le Président français N. Sarkozy. Ils lui ont demandé d'utiliser sa présidence du Conseil européen pour éteindre « la bombe à retardement » des injustices sociales, qui sont le fruit d'une répartition inégale des profits et d'une distribution tout aussi injuste des richesses. Le Président Sarkozy a répondu : « ce n'est pas notre priorité première » (PE session plénière 10 juillet 2008).

Le Président conservateur de la Commission J.M. Barroso a clairement révélé les priorités sociales de la droite quand il a déclaré devant le Parlement européen qu'il se concentrerait sur l'économie plutôt que sur l'agenda social ou l'environnement durant son mandat : « permettez-moi de vous dire, c'est comme si j'avais trois enfants - l'économie, notre agenda social, et l'environnement. Comme tout père moderne - si un de mes enfants est malade, je suis prêt à tout laisser tomber pour me consacrer à son rétablissement. C'est une attitude normale et responsable. Mais cela ne veut pas dire que j'en aime moins les autres ! »

b) déclaration 8 : « En conservant les avantages du Traité de Lisbonne et de la Charte des droits fondamentaux, nous renforçons l'importance des droits des travailleurs et du rôle joué par tous les différents syndicats agissant à travers l'Europe... »

Alors que le PPE se vante de défendre les droits des travailleurs et des syndicats européens, leurs actions durant cette mandature prouvent le contraire. Le débat « sur la directive services » ou « directive Bolkestein » est un premier exemple : le PPE soutenait l'ouverture du marché des services pour les entreprises appliquant uniquement la législation et les conventions collectives sur les salaires du pays d'origine. C'est l'application du fameux principe du pays d'origine. Ce qui aurait eu pour conséquence directe de provoquer l'installation de ces compagnies dans les États pratiquant les plus bas salaires et les standards sociaux les moins élevés créant ainsi un « dumping social ». Les socialistes européens, avec l'appui d'autres organisations, des syndicats et représentants de la société civile, se sont opposés avec succès à cette tentative en n'obtenant une majorité en faveur de l'application de la législation du pays où l'entreprise opère.

Autre exemple particulièrement révélateur de l'attitude méprisante de la droite vis-à-vis des droits des travailleurs : le rapport rédigé par un eurodéputé polonais du PPE Jacek Protasiewicz, sur le droit du travail. Le 10 juillet 2006, ce dernier s'est déclaré partisan devant le Parlement européen « d'une plus grande flexibilité »

sur les marchés de l'emploi et a proposé « des clauses donnant une évaluation positive de l'influence des formes de travail atypiques sur la création d'emplois dans l'UE ». Cet eurodéputé s'est ainsi fait le chantre du développement d'emplois précaires, sous-rémunérés pour lesquels les travailleurs n'ont que des droits limités !

Le mépris instinctif des députés du PPE à l'égard des travailleurs est illustré par ce commentaire du coordinateur PPE, le conservateur britannique Philip Bushill-Mathews à propos de l'accord entre les partenaires sociaux relatif au renforcement des droits des travailleurs au sein des comités d'entreprises européens : « personnellement je ne suis pas du tout en faveur de cet accord ». (PE - session plénière 2 septembre 2008).

Plus récemment, le PPE s'oppose au PSE dans ses efforts visant à renforcer les droits des travailleurs et des syndicats dans l'Union européenne. Plusieurs arrêts récents de la Cour européenne de justice (affaires Viking, Laval, Ruffert, Luxembourg) remettent en cause les conventions collectives et les droits des travailleurs. Le Parti socialiste européen réclame une révision de la législation européenne afin de garantir un salaire égal à travail égal et le respect des accords issus des conventions collectives par secteur. Un rapport du Parlement européen rédigé par le socialiste Jan Andersson et soutenu fortement par tous les syndicats reprend cette proposition mais la Commission Barroso, à majorité de droite, a refusé d'y répondre en proposant une nouvelle directive sur les travailleurs détachés.

c) déclaration 9 : « Plus de coopération transfrontalière dans les soins de santé devrait s'accompagner de plus de bénéfices pour les patients et augmenter l'efficacité économique »

Le PPE estime que les soins de santé devraient être libéralisés dans l'UE, ouvrant ainsi la voie au renforcement de la privatisation de ce service public fondamental. Le PPE souhaite une législation européenne sur les soins de santé transfrontaliers qui bénéficierait uniquement aux individus les plus fortunés pouvant se permettre de voyager pour se faire soigner plutôt qu'aux patients ordinaires contrairement à ce qu'il affirme. Le PSE a cherché à améliorer ce projet de loi européenne. Tous les patients doivent pouvoir se faire soigner dans un autre État membre avec l'accord de leur caisse d'assurance maladie et si le traitement n'est pas disponible dans leur pays d'origine. Dans leur Manifesto, les socialistes européens se prononcent en faveur d'un cadre européen qui engage les États-membres à garantir la qualité, l'accessibilité et l'universalité des services publics de santé, ce à quoi s'oppose le PPE.

4. Le PPE et l'égalité des genres

a) déclaration 10 : « La promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans tous les processus de

décision et dans le marché du travail est un domaine prioritaire ».

Le groupe PPE au Parlement européen compte parmi ses membres seulement 24 % de femmes, moitié moins qu'au PSE (41,4 %). Les eurodéputées socialistes ont demandé l'application de quotas similaires aux lois en vigueur en Norvège où les femmes doivent être représentées jusqu'à 40 % au moins dans les conseils d'administration des entreprises, ce à quoi s'oppose le PPE.

b) déclaration 11 : « Le congé parental pour les deux parents doit être encouragé. (...) Nous soutenons... des initiatives lancées par la Commission européenne tenant compte du vieillissement démographique et des nouveaux besoins des familles »

Le PSE demande la révision de la directive sur le congé parental 96/34/EC - vieille de 17 ans - afin de renforcer les droits des parents avec l'arrivée d'un nouvel enfant mais les députés de droite s'y sont opposés. Le 6 mai 2009, les députés conservateurs de l'hémicycle ont bloqué une proposition des eurodéputés socialistes visant à instaurer un congé de maternité de 20 semaines dans l'UE notamment pour les femmes qui allaitent et à instaurer un congé de paternité de deux semaines. .

c) déclaration 12 : « Nous insistons aussi sur la nécessité de mettre fin aux différences de salaires entre hommes et femmes spécialement en appliquant mieux la législation existante ».

Les députés conservateurs au PE se sont opposés aux tentatives du PSE d'introduire des sanctions et des pénalités pour les employeurs qui ne respectent pas la législation « à travail égal - salaire égal ». Ainsi leur demande de mettre en oeuvre la législation actuelle d'une façon plus efficace est vaine puisqu'ils ne proposent aucune mesure d'application.

5. Manifeste du PPE sur le changement climatique

a) déclaration 13 : « Le PPE fixe un objectif de 30 % de réduction de gaz à effet de serre d'ici 2020 (comparé aux niveaux de 1990) en vertu des décisions du Conseil européen de mars 2007. (...) Nous sommes conscients que ces objectifs sont ambitieux et qu'ils demanderont une meilleure intégration des objectifs de changement climatique, énergétique, de la promotion de l'énergie sans émission de carbone et de la mise en oeuvre et de l'amélioration du système communautaire d'échanges de quotas d'émission dans toutes les régions concernées ».

Le PPE a dilué la législation sur le climat qui proposait d'atteindre l'objectif de 20 % de réduction des gaz à effet de serre. Leur revendication d'une réduction de 30 % sonne faux. Les députés conservateurs de l'hémicycle ont régulièrement voté contre toute législation sur le climat : 17 députés conservateurs ont voté contre le rapport du Parlement européen sur le financement

des efforts de réduction climatique ; 33 députés conservateurs ont voté contre le rapport final de la commission spéciale sur le changement climatique du Parlement européen et 29 députés conservateurs ont voté contre le rapport sur l'échange des quotas d'émission.

b) déclaration 14 : « L'énergie renouvelable devrait représenter au moins 20% de l'énergie totale de l'UE d'ici 2020 et l'objectif est d'augmenter encore davantage ce pourcentage ».

Le Président conservateur de la commission de l'environnement du PE Miroslav Ouzky s'est abstenu lors du vote sur la directive visant à augmenter la part des énergies renouvelables totales de l'Union à 20 % d'ici à 2020, ce qui révèle combien l'engagement du Manifeste PPE est flou dans ce domaine. La plupart des gouvernements conservateurs en Europe ont fait peu d'efforts pour accroître la part des énergies renouvelables, France, Italie, Pologne et Luxembourg compris.

c) déclaration 15 : « les exigences élevées imposées aux producteurs européens en termes de normes de santé et d'environnement et même les préférences collectives comme le bien être animal (...) entraînent des coûts pour les producteurs ».

Le PPE considère les normes de santé et d'environnement comme des « coûts élevés » pour les producteurs alors que ces normes protègent actuellement contre des coûts et des conséquences bien plus élevés pour les entreprises et les citoyens, comme la maladie, l'incapacité voire le décès des salariés et les changements climatiques dangereux. Des normes environnementales élevées notamment dans le domaine de l'efficacité énergétique pourraient épargner des milliards d'euros en termes de coûts énergétiques pour les entreprises et les ménages. Plus encore, si nous ne réduisons pas considérablement les émissions à effet de serre, l'adaptation des coûts pour les affaires et le commerce sera énorme : le Cadre de la Convention des Nations unies sur le changement climatique conclut qu'il faudrait disposer d'une somme allant de 49 à 171 milliards de dollars d'investissement annuel pour gérer l'adaptation au changement climatique. Ces coûts seront encore plus élevés si nous ne faisons rien sur ce sujet dès maintenant.

15. Le projet de la majorité présidentielle

Le projet de l'UMP est construit autour du bilan de Nicolas Sarkozy comme Président de l'UE. D'ailleurs, leur seul bilan disponible sur le site de l'UMP est celui de la présidence de l'Union européenne de Nicolas Sarkozy, pas celui des députés européens UMP. Quand on met autant en avant son leader politique, on ne peut pas interdire aux autres formations politiques de s'y attaquer !

Le projet de l'UMP pour l'Europe se résume à porter les « valeurs et les intérêts » de la France. Il n'est fait référence à la famille politique du PPE qu'une fois dans tout le texte. Cette approche est donc radicalement différente de la nôtre : leur Europe politique, c'est des institutions au service du chef de l'État et de la France, la nôtre c'est l'Europe des forces socialistes rassemblées pour l'égalité, la justice sociale et le progrès partout en Europe.

Les 10 plagiat et double-discours de l'UMP

1. l'UMP et les Services Publics :

A) Le discours de l'UMP :

Proposition 5 : « Préserver des Services Publics efficaces : nous proposons d'agir pour préserver les missions de services d'intérêt général (...). La reconnaissance au niveau communautaire des spécificités des services d'intérêt général, et en particulier des services sociaux, devra être défendue »

Barnier dans Les Echos du 4 mai : « il faudrait protéger les services publics par une nouvelle directive »

B) Ses actes :

Lors du vote en première lecture de la directive services dite Bolkestein, une majorité d'eurodéputés - et notamment de l'UMP - a rejeté l'amendement déposé par le groupe PSE et la rapporteure PSE Evelyne Gebhardt, proposant d'exclure de l'application de la directive « les services d'intérêt général et les services d'intérêt économique général ».

Suite au rejet de cet amendement, la délégation socialiste française au Parlement européen a voté contre le texte.

Le travail accompli par les socialistes via leurs amendements et l'acharnement d'Evelyne Gebhardt a pourtant permis des avancées significatives :

- retrait du principe du pays d'origine
- exclusion des services de santé du champ d'application de la directive.

L'UMP s'est également opposée à ce qu'une directive-cadre protégeant les services publics soit adoptée avant la directive Bolkestein en votant contre un amendement en ce sens déposé par les socialistes français lors du débat sur la directive services.

Lors des débats sur le Livre blanc de la Commission européenne sur les services d'intérêt général, l'UMP

ne s'est pas opposée à un amendement abstenu sur expliquant qu'une législation qui sécurise les services publics au niveau européen était impossible à mettre en œuvre. Cet amendement a été rejeté grâce aux socialistes.

C) La crédibilité du travail du PSE sur les services publics

- Le PSE a rédigé il y a 3 ans une maquette de directive-cadre «prêt-à-emploi», en collaboration avec la confédération européenne des syndicats, des représentants des collectivités locales, le conseil économique et social européen, etc.

- transmise à Barroso (la 1ère fois qu'un groupe politique présentait une directive clef en main à la commission) qui l'a soigneusement rangée dans un tiroir

2. L'UMP et le budget communautaire :

«Nous souhaitons la mise en place de moyens budgétaires cohérents avec les ambitions politiques de l'Europe» (Proposition 16)

En 2005, Jacques Chirac signe une lettre avec 5 autres gouvernements de l'Union, plaidant pour un budget européen de 1 % . Aujourd'hui, Bruno Le Maire, le secrétaire d'État aux Affaires européennes, déclare dans Ouest France (15/05/2009), qu'il n'est «pas favorable à une augmentation du budget européen, et donc de ses ressources fiscales.» Pour rendre plus visibles les actions européennes, il suggère «un meilleur emploi des ressources», notamment en faveur de «l'innovation, la recherche, la mobilité des jeunes.» Faire autrement serait «une fuite en avant».

Le PS a été seul à s'opposer jusqu'au bout à l'adoption d'un budget européen dont tout le monde savait l'insuffisance (environ 1 % du PIB). L'UMP et le Modem ont soutenu ce budget incapacitant.

3. L'UMP et l'emprunt communautaire :

Proposition 16. Investir pour l'Après-crise : «Se doter de capacités de financement innovantes comme l'emprunt communautaire»

Voir aussi les déclarations de Michel Barnier dans Les Echos du 4 mai où il évoque entre autres l'idée de «lever un emprunt au niveau européen».

A) L'origine de cette idée :

Cette idée est lancée en 1993 par Jacques Delors et défendue sans interruption par les socialistes (présent dans le programme PS de 2004).

Le Modem prétend aujourd'hui en être l'inventeur et en a fait un de ses principaux arguments de campagne et l'UMP et Michel Barnier cherchent également à se la réapproprier.

B) L'écart entre les paroles et les actes de l'UMP :

Nicolas Sarkozy n'a jamais plaidé et encore moins œuvré pour un emprunt européen lorsqu'il était Président en exercice de l'Union européenne ! Contrairement au PSE, les députés européens de l'UMP n'ont pas déposé un seul amendement en ce sens. Alain Lamassoure, pourtant «rapporteur permanent» sur les ressources budgétaires de l'Union n'a pas jugé utile de mentionner cette idée dans le rapport qu'il a fait adopter le 29 mars 2007.

C) Cet écart se confirme dans les votes de l'UMP...

Si l'UMP se prononce désormais pour un emprunt européen, la plupart de ses eurodéputés ont encore voté en sens contraire il y a 2 mois lors de l'adoption du rapport de la socialiste portugaise Elisa Ferreira sur le plan de relance européen !

D) ...et se creuse avec la ligne officielle du Parti Populaire Européen

L'UMP est membre du PPE qui continue à refuser toute idée de dette européenne, et donc d'emprunt : «L'Union n'a pas le droit de s'endetter. C'est le prérequis de tout type de réforme budgétaire» tout en «rejetant l'idée de créer un impôt/taxe européen(ne) pour financer le budget communautaire» (Source: «10 priorités pour le groupe PPE-DE 2009-2014 - Mettre les citoyens au cœur de l'Europe», Priorité 4 [qui traite de la crise économique], page 10, adopté le 2 décembre 2008. Le document est signé entre autres par Joseph Daul.)

4. L'UMP et la baisse de la TVA :

Proposition 15. «Aller plus loin dans la coordination des politiques budgétaires et fiscales des États au sein de la zone euro, comme vient de l'illustrer l'accord sur la TVA en mars 2009»

Seule promesse électorale de Jacques Chirac que Nicolas Sarkozy entend aujourd'hui honorer. Or il s'agit de tout sauf d'une avancée dans le domaine de la coordination!

Plus on permet de dérogations nationales au taux de TVA, plus on détricote le seul instrument d'harmonisation fiscale dont nous disposons (avec les taux d'accises). La baisse de la TVA dans la restauration est d'autant plus scandaleuse qu'elle va coûter 2 milliards d'euros pour 0 création d'emplois à un moment où nous cherchons désespérément des financements pour un plan de relance ! La majorité présidentielle a beau jeu de plaider pour de nouveaux instruments financiers, elle devrait d'abord revenir sur le paquet fiscal et cette baisse de la TVA ! Des marges de manœuvre en France existent, si Nicolas Sarkozy veut les dégager, il le peut.

5. L'UMP et l'Europe sociale

Proposition 20. «Une Europe de l'industrie et des projets : (...) nous voulons combattre le dumping social, monétaire ou fiscal qui crée des concurrences déloyales au sein de notre marché européen»

A) La contradiction des discours de l'UMP avec ses votes

Lors du rapport adopté le 24 octobre 2007 sur la contribution des politiques fiscale et douanière à la stratégie de Lisbonne (Rapport Wagenknecht), le PSE a déposé de nombreux amendements clés sur la lutte contre le moins-disant fiscal et social. Tous ont été rejetés par l'UMP :

B) Les contradictions internes de l'UMP :

Comment plaider pour une harmonisation fiscale et contre le moins-disant fiscal lorsqu'on clame dans son programme son « notre attachement à la souveraineté fiscale des Etats. »

(1er alinéa de la proposition 16 (Investir pour l'Après-crise)

6. L'UMP et l'environnement

Proposition 22 « Continuer le combat pour l'environnement » : « Développer les initiatives durables comme les énergies renouvelables marines, le ferroutage et le transport maritime et fluvial (...) »

A) Retour sur les actions des gouvernements socialistes puis de droite en la matière :

Le plan Gayssot de 1998 visait un doublement du fret ferroviaire en dix ans et le triplement du transport combiné rail-route.

Entre 2002 et 2006, le volume de marchandises transporté par le fret ferroviaire est passé de 55 à 40 milliards de tonnes/kilomètre. S'agissant du transport combiné, les liaisons d'une longueur inférieure à 800 kms ont été abandonnées.

La droite a renoncé à une politique de volume qui consistait à transférer vers le rail les marchandises transportées jusque-là par des camions au profit d'une politique de marge à la logique uniquement financière. En 2007, Sarkozy promettait une hausse de 25 % en cinq ans de la part du transport fret non routier. Mais il continue la même politique :

En France, l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de marchandises s'est faite lentement et par étapes : 15 mars 2003, ouverture à la concurrence du réseau de fret européen (soit 50.000 km); ouverture étendue à toutes les lignes internationales et enfin, à la totalité du réseau de fret intérieur français le 31 mars 2006.

Rappelons également le désengagement de l'Etat du projet Lyon-Turin.

Il en est de même sur la ligne grande vitesse Sud Europe Atlantique: alors que les projets sont mûrs du

côté espagnol, le gouvernement français se révèle incapable de boucler financièrement le dossier.

B) la droite privilégie systématiquement le transport routier.

Les socialistes européens ont déposé un amendement de rejet d'une proposition de la Commission européenne qui visait à exclure les chauffeurs routiers indépendants de la limitation du temps de travail dans le domaine du transport terrestre. Ce texte aurait ouvert la voie à un dumping social généralisé et renforcé l'avantage compétitif du routier sur le rail. La droite européenne (PPE) son président Joseph Daul en tête, a voté, le 7 mai 2009, contre l'amendement de rejet de ce texte au motif qu'il fallait préserver la compétitivité du secteur routier.

En juillet 2007, lors d'un vote sur la politique générale des transports dans l'Union européenne (Livre Blanc de la Commission européenne), les députés européens socialistes arrivent à faire adopter un amendement pour rejeter la perspective des méga camions de 60 tonnes sur les routes d'Europe déjà très encombrées. Ne pouvant résister à la pression de certains députés UMP, Dominique Bussereau autorise en mars 2009 l'expérimentation des gros camions sur des routes françaises. Expérimentation ne vaut pas autorisation mais..

7. L'UMP et la recherche

Proposition 19 (Projet UMP) : « Innover ensemble : nous proposons d'agir massivement, ensemble, pour l'innovation et la recherche »

Complétée par Barnier (Les Échos, 04 mai) : « Doubler le budget européen de la recherche »

Dans les faits, l'effort global de Recherche & Développement en France est en baisse : 2,13 % du PIB en 2006 contre 2,3 % en 1997, avec même un creux à 1,9 % en 2004 (contre un objectif de 3 % du PIB fixé par la Stratégie de Lisbonne).

Avant de s'en prendre à l'Europe, il faudrait déjà que la France mette les moyens que lui demande l'Europe !

8. L'UMP et l'immigration :

Proposition 10 (Projet UMP) : « Suivre nos engagements sur l'immigration et l'asile : nous proposons d'agir pour une politique d'immigration et d'asile porteuse de valeurs ; fidèle aux droits de l'homme (...) »

En soutenant l'adoption de la directive de la honte, l'UMP a cautionné la possibilité d'étendre à 18 mois la durée de rétention des migrants en situation irrégulière et de les bannir ensuite 5 ans du territoire de l'Union, et ce, sans condamnation préalable. L'UMP a même osé voter contre l'amendement n°98 déposé par Martine Roure qui ajoutait une obligation pour les autorités nationales de prendre avant tout en compte, dans chaque décision, l'intérêt supérieur des enfants

mineurs en situation irrégulière !

9. L'UMP et la Turquie :

Introduction du projet UMP, p.5 : «Nous proposerons à la Turquie un partenariat privilégié plutôt qu'une adhésion.»

Il faut dénoncer le double discours de N. Sarkozy : 4 nouveaux chapitres de négociation ont été ouverts en 2008 dont 2 sous présidence Française le 19 décembre 2008 !

Pourtant, l'ouverture/fermeture des chapitres - comme celle des négociations d'adhésion - ne peut se prononcer qu'à l'unanimité. Rien n'est possible si la France s'oppose. Si Nicolas Sarkozy voulait dire non à la Turquie, il le pourrait !

10. L'UMP et le congé parental :

Proposition 4. Développer de nouvelles solidarités et protéger les salariés : «(...) L'Europe a permis d'aboutir à

des accords consensuels pour (...) le congé parental»

Il faut dénoncer cet incroyable double-discours de l'UMP.

Le 6 mai 2009, les députés conservateurs de l'hémicycle ont bloqué une proposition des eurodéputés socialistes visant à instaurer un congé de maternité de 20 semaines dans l'UE, notamment pour les femmes qui allaitent et à instaurer un congé de paternité de deux semaines.

11. L'UMP et la lutte contre les discriminations

Proposition 7 «Protéger les citoyens les plus fragiles : (...) lutter contre toutes les formes de discrimination»

Pourtant, le 2 avril 2009, l'UMP a voté avec les conservateurs homophobes contre le Rapport Buitenweg sur la «Mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle».

**Le 7 juin,
pour une majorité de gauche
au **Parlement européen****



Citoyens **d'abord** : Un nouveau
sens **pour l'Europe**

www.changerleurope.fr

